

Le Balkan Slave

et la crise autrichienne

34
40
A
CHARLES LOISEAU

Le
Balkan Slave
et la crise autrichienne

« Les petits États, dont nous sommes,
ne doivent pas être le monnaie qui
sert d'appont dans les comptes entre
grandes Puissances. »

LE PRINCE NICHOLAS DE MONTÉNÉGRO
(*L'Impératrice des Balkans*).

xv - H 26

PARIS

LIBRAIRIE ACADEMIQUE DIDOT

PERRIN ET C^{ie}, LIBRAIRES-ÉDITEURS

35, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 35

1898

Tous droits réservés

A

AVANT-PROPOS

« Les petits États, dont nous sommes,
ne doivent pas être la monnaie qui
sert d'appoint dans les comptes
entre grandes Puissances. »

LE PRINCE NICOLAS DE MONTÉNÉGRO
L'Impératrice des Balkans.

En définissant les États balkaniques la « petite monnaie » des Puissances, le prince de Monténégro prête à la Muse un jugement politique que la prose la plus exacte ne saurait point dépasser. Quand même l'évolution de la question d'Orient, du commencement du siècle jusqu'à nos jours, ne manifesterait pas cette vérité, la démonstration en sortirait des événements dont nous venons d'être témoins, l'année dernière. Ou plutôt cette fonction de billon international, qu'on aurait pu croire limitée aux seuls comptes ouverts par la guerre, vient manifestement de s'étendre à ceux qui font les bons amis de la paix.

Il y a vingt ans, au Congrès de Berlin — pour

ne pas remonter plus avant le cours de l'histoire contemporaine — c'est en tronçonnant la péninsule balkanique, tous intérêts conviés à cet étrange travail, hors ceux des populations qui en étaient le sujet, que l'Europe a paralysé les conséquences de la victoire de la Russie sur l'islamisme.

L'année dernière, c'est par une pesée collective sur des aspirations légitimes, et, pour la première fois, peut-être, en voie d'aboutir, que les mêmes Puissances ont empêché la Serbie, la Bulgarie et le Monténégro de profiter des embarras de la Porte et de résoudre la crise balkanique à leur avantage.

Sans doute, il y a des notes nouvelles, dans le *leitmotiv* de ce « concert » si vanté. Jamais, par exemple, les intérêts financiers n'ont crié plus haut qu'ils prenaient l'Empire ottoman sous leur sauvegarde, et il était réservé à la fin du siècle de faire monter sur la scène d'Orient, en qualité de personnage principal, la Haute banque, qui, jusqu'à présent, en était plutôt le souffleur. Mais l'initiation qu'on nous donne, depuis quatre-vingts ans, dès les bancs du collège, à la politique orientale, et au-dessus de laquelle notre maturité, en France, du moins, ne s'élève guère, n'est point étrangère non plus aux lourdes et monotones *tenues* de cette symphonie. Par elle les diplomates et les théoriciens ont façonné l'« opinion », plus primesautière et quelquefois plus clairvoyante de nature. Le respect, qui s'en va de partout, s'attache encore à la formule du problème réputé

le plus classique parmi ceux qu'ils ont charge de résoudre. Ou nous nous trompons fort, ou cette formule est la suivante.

La question d'Orient est, par essence, *internationale*. Et ceci doit s'entendre de deux façons. Toute Puissance, à la condition de posséder une assez grosse artillerie, a le droit de s'y prétendre intéressée, et nous ne croyons pas que les traditions de la diplomatie lui permettent d'en écarter les Etats-Unis eux-mêmes, s'il plaisait à la jeune Amérique d'entretenir une escadre entre le Bosphore et l'Archipel. Par ailleurs, il n'y a rien de proprement « national », ou rien, du moins, qui mérite d'être pris en considération comme tel, dans les secousses périodiques imprimées par l'élément chrétien de la péninsule à l'Empire ottoman. Assurément, la force même des choses a contraint l'Europe à reconnaître, sinon même à consacrer de nouveaux organismes politiques et l'on ne peut pas empêcher ces organismes de se proclamer « nations ». Mais ces nations sont-elles l'œuvre naturelle de l'ethnographie et de l'histoire, ou bien celle de la civilisation, préoccupée de reconstruire pan à pan un vieil édifice, dans la crainte qu'il ne s'effondre tout d'un coup ? Encore qu'on ne théorise guère là-dessus, la pratique des chancelleries montre qu'elles se tiennent à ce second point de vue. Jamais « concert » ne s'est sincèrement proposé de reclasser les races balkaniques dans la société européenne, où elles tenaient jadis une place importante, sur la base de droits à rechercher, à liquider, à concilier entre elles.